

Le droit des discriminations concerne non seulement toutes les branches du droit mais il dépasse également les clivages entre les différents ordres juridiques. Ainsi, l'évolution du droit des discriminations accompagne encore aujourd'hui le développement du droit des droits de l'homme : si l'interdiction de toute discrimination est une règle non contestée du droit des droits de l'homme, ses implications sont en constante évolution.



MANUELA BRILLAT

Docteur en droit de l'Université de Strasbourg, Manuela a rédigé une thèse sur les discriminations en droit européen des droits de l'homme prenant appui sur les textes du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne. Il s'agit de son domaine de recherche principal qu'elle continue de développer.

- Recherche principale : « Le principe de non-discrimination à l'épreuve des rapports entre les droits européens », Institut Varennes, Coll. des thèses, 2010.
- Contact : manuela.brillat@pldh.org
- Langues : français, italien, anglais, espagnol.

Domaines d'intervention sur le *droit européen* :

- Discrimination positive, aménagements raisonnables, quotas
- Handicap, maladie, obésité
- Violences domestiques, *femminicidio*
- Données personnelles sensibles
- Contrôles d'identité par la police
- Vulnérabilité, exclusion sociale

CLAUDE LONGPRÉ-POIRIER

Avocate puis procureure au Québec, Claude a travaillé pendant plusieurs années au sein de la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le VIH/sida où elle a traité des dossiers de discrimination liée à l'état de santé. Elle travaille présentement au sein de tribunaux alternatifs qui prônent la collaboration entre la justice pénale et les institutions sociales de santé.



- Recherche principale : « Le droit à la santé et la judiciarisation des personnes vivant avec le VIH »
- Contact : claudelongprepoirier@pldh.org
- Langues : français, anglais.

Domaines d'intervention sur le *droit canadien* :

- Discrimination positive, accommodements raisonnables
- Handicap, incapacités épisodiques, maladies chroniques
- Emploi et droit à la non-discrimination
- Judiciarisation de la santé
- Vulnérabilité, exclusion sociale

(Maj : septembre 2017)